

GABRIEL GIROUD

PAUL ROBIN SA VIE - SES IDÉES - SON ACTION

1. L'INTERNATIONALE
2. CEMPUIS : LA COÉDUCATION DES SEXES
3. LA PROPAGANDE NÉO-MALTHUSIENNE
4. SON SUICIDE



PAUL ROBIN :

Le problème du bonheur humain à donc trois parties à résoudre dans cet ordre et dans cet ordre seul :

- 1° Bonne naissance ;
- 2° Bonne éducation ;
- 3° Bonne organisation sociale.

Les efforts pour résoudre une partie du problème sont en grande partie perdus tant que les précédents sont mal résolus

AVANT CEMPUIS - L'INTERNATIONALE

Louis-Charles-Jean-Paul Robin naquit à Toulon le 3 avril 1837, d'ascendants catholiques très pieux. Son père, haut fonctionnaire de la marine, chevalier de la Légion d'honneur, appartenait à une vieille famille de la bourgeoisie lorraine. Sa mère, extrêmement dévote, ne lui fut pas très douce. Un de ses oncles était chanoine, un autre amiral. Dans un milieu étroit, rigoureux, austère, il eut une enfance comprimée. « Je me suis toujours senti peu aimé et beaucoup châtié », écrira-t-il.

Ses études se poursuivirent, selon les déplacements de la famille, aux lycées de Bordeaux et de Brest. Il s'y fit remarquer par un caractère ardent, un esprit investigateur, des aptitudes de technicien et d'artisan. Une de ses joies de sa treizième année fut de combiner et de construire une lunette dont il apprit ensuite, tout mari en même temps et très fier, qu'elle avait été inventé par Galilée. Un peu plus tard il conçoit un baromètre... celui d'Amontons. En seconde il imagine une nomenclature chimique « à la hauteur de la science actuelle, et capable de la suivre dans ses progrès ultérieurs ». Cet essai présomptueux il l'imprime à l'aide d'un matériel rudimentaire, d'une presse minuscule agencée par lui.

De très bonne heure il s'intéresse aux mœurs, à la vie. Le spectacle des forçats, que Brest alors habitait, éveilla sa pitié. Ce lui fit un jour grande surprise et matière à réflexion de voir M. de Casté, je crois, à moins que ce soit M. de Kératry, se découvrir humblement devant les bagnards en corvée, et d'entendre ceux-ci, une fois passé le gentilhomme, se gausser grossièrement de son geste chrétien.

On le destinait au Borda. Mais cela n'entraîne point dans ses vues. Admis, après le baccalauréat, à l'École de médecine navale, il démissionne en 1855. Attiré par la science pure et l'enseignement, il prépare l'École Normale, poursuit loin ses études en sciences physique et naturelle, se livre à une extrême diversité de travaux intellectuelles et manuels. La botanique le passionne. D'interminables herborisations, des courses vagabondes par les guérets et les plages de Bretagne, en compagnie d'un ami très cher, brillant naturaliste, ensoleillèrent sa jeunesse tourmentée, ardente, grave, un peu triste.

En 1865, il démissionne, se rend à Liège, au congrès des étudiants, y

rencontre quelques-uns des futurs fondateurs du régime républicain, s'y querelle avec Germain Casse, qui lui promet de le faire fusiller, se lie avec Aristide Rey qui favorisera son œuvre de Cempuis. Installé à Bruxelles il y vit de leçons, fréquente les cercles étudiants, les sociétés d'instruction populaire, les groupes politiques. Avec César de Paepe et Eugène Hins, il fonde une *Association positives*, des cours populaires du soir, y professe les sciences, la musique, la technologie, fabriquant lui-même, comme toujours, les instruments de démonstration. Afin « d'offrir la science aux ouvriers qui la cherchent, il crée — et pour ce faire il s'endette — une petite revue d'éducation, *le Soir*, curieuse par la variété, la simplicité, la précision des sujets proposés à la réflexion populaire. Il collabore à *l'Éducation moderne*, à *l'Utilité*, périodiques de vulgarisation scientifique, et une originale *Méthode de lecture* à base phonétique.

C'est à cette époque qu'il commence à prendre une part active à l'agitation socialiste. Rédacteur scientifique à la *Liberté*, journal prudhonien dirigé par Hector Denis et Guillaume de Greef, il s'affilie en 1886 à l'internationale (section bruxelloise). La minorité de cette section le charge de rédiger pour le Congrès de Lausanne (1867) un rapport sur l'enseignement et, avec É. Hins, un autre sur le mariage. Son rapport sur l'enseignement intégral est adopté au Congrès de Bruxelles (1868). Il devient membre du Conseil fédéral belge, puis secrétaire des séances et l'un des animateurs les plus en vue de *l'Internationale*, journal de la fédération belge.

Paul Robin semblait fixé à Bruxelles, où il s'était marié civilement avec la fille du socialiste et libre penseur Delesalle. Mais au printemps de 1869, des grèves éclatent à Seraing, dont la répression sanglante provoque une protestation de l'Internationale. Pour l'avoir signée,

Paul Robin est emprisonné, puis expulsé. Les délégués bruxellois des corps de métiers l'accompagnent en cortège à son départ pour Genève où Bakounine l'accueille, le fait nommer secrétaire de *l'Alliance* et membre de la section centrale.

Dès ce moment il fut l'âme du mouvement socialiste à Genève. Chargé de la rédaction de *l'Égalité*, il marque fortement cet organe de son empreinte. Quelques mois après les divergences de vue sur les méthodes de propagande, son attitude intransigeante en face des négligences, de manque d'exactitude dans l'application des décisions prises, provoquèrent sa démission. Acte impolitique prétendent les Bakounistes, parce qu'il livrait la section aux marxistes.

À propos de cette période de l'action socialiste en Suisse, James Guillaume critique son ami sans indulgence. Sous le prétexte que Paul Robin avait l'épithète brutale et le style négligé, il le cite incomplètement, le corrige même, et lui attribue ironiquement la confection de la médaille de l'Internationale et l'invention des papillons gommés. Il n'en reste pas moins qu'après le départ de Paul Robin, dont l'activité était extrême, l'agitation tomba. Si l'on attachait une importance aux incidents qui troublèrent alors la grande Association on devrait lire, outre les ouvrages de James Guillaume et de Nettleau, un *Mémoire justificatif* que Paul Robin rédigea en 1872 et dont il sera question plus loin. On se convaincra alors que s'il a commis des erreurs, comme en peuvent commettre tous ceux qui agissent, ce fut toujours en parfaite loyauté, avec les intentions les plus droites et le désintéressement le plus pur. Sa besogne toute gratuite était fort lourde et lui prenait un temps considérable. Il avait un enfant. Les leçons ne venaient plus au révolutionnaire. Pour gagner sa vie il lui fallut se faire peintre sur émail. Un apprentissage de quelques semaines lui permit d'être ouvrier chez son ami Charles Perron, socialiste suisse.

Au Congrès de Bâle, en 1869, son rapport sur l'*Enseignement intégral* ne put être discuté. Délégué des Belges, il vota avec les partisans de Bakounine. Convaincu que la révolution était imminente en France, il rejoint Paris en 1870 et prend part sans délai à l'action. Les militants des sections parisiennes, en particulier Eugène Varlin, l'accueillent fraternellement et lui confièrent la charge de surveiller l'impression de la nouvelle édition des statuts généraux de l'Internationale. Ici se place un incident qui défraya longtemps la chronique socialiste et auquel James Guillaume, historien minutieux, appartenant comme Robin au groupe bakouniniste, attribue une extrême importance, parce qu'il prouverait la duplicité des marxistes...

Cette phrase de la nouvelle édition des statuts : « Que pour cette « raison l'émancipation économique des classes ouvrières est le grand « but auquel tout mouvement politique est subordonné *comme un simple « moyen* (as a means dans le texte en anglais) », différait de l'ancienne par l'addition des quatre mots soulignés. Leur introduction, suivant James Guillaume, modifiait complètement le sens de la phrase. Or, c'est Marx et Lafargue qui les « ajoutèrent. Paul Robin laissa faire « n'y voyant pas malice ». Il y avait malice ! soutient James Guillaume, il y avait duplicité. Ce faisant, les marxistes préparaient l'excommunications des bakounistes. De sorte que l'expulsion ultérieure des sections suisses, qui

toutes suivaient Bakounine, serait due, d'après Guillaume, au manque d'information et de clairvoyance de Paul Robin. C'est une interprétation contre laquelle je ne sache pas que ce dernier ait protesté. Si par aventure l'avenir s'intéressait à ce palpitant problème, il le résoudreait sans nul doute en rendant hommage à l'esprit large, à la confiance, naïve peut-être, de Paul Robin, en condamnant les roueries, si roueries il y a, de Paul Lafargue.

L'Internationale française avait, dans les premiers mois de 1870, complété son organisation, recruté des adhérents, inquiété par son activité le gouvernement impérial. À Paris une réunion constitutive de la fédération parisienne présidée par Varlin, Paul Robin et Avrial, fut le point de départ de manifestations dont l'importance s'accrut par le procès de Pierre Bonaparte. Puis vint le plébiscite qui porta à l'extrême l'agitation. Une commission de douze membres de la Fédération parisienne rédigea contre la grande idée impériale un manifeste que publia *la Marseillaise*, journal d'Henri Rochefort. Paul Robin était parmi les signataires. Quelques jours avant le plébiscite, Émile Ollivier ordonne l'arrestation de « tous les individus qui dirigent l'Internationale ». Inculpés de complot, de constitution de société secrète, quelques-uns de ces « individus » furent incarcérés. Varlin s'échappa. Paul Robin, laissé en liberté provisoire, lança une protestation que signèrent tous les membres du Conseil fédéral. Il y déclarait que le prétendu complot n'était qu'une machination policière, une manœuvre du gouvernement et ajoutait que « l'Association Internationale des « travailleurs, conspiration ouverte et permanente de tous les opprimés, « de tous les exploités, vivrait malgré les persécutions, tant que « n'auraient pas disparu tous les aventuriers politiques, tous les exploités capitalistes. »

La Marseillaise ayant été suspendue, aucun journal n'accueillant plus les manifestes et convocations de l'Internationale, Paul Robin eut recours à James Guillaume, alors en Suisse, pour l'impression d'un organe de la Fédération parisienne. Le premier numéro du *Socialiste* parut le 11 juin 1870. La police le saisit. Paul Robin fut arrêté le lendemain, puis de nouveau laissé en liberté provisoire. Et le 22 juin commençait le troisième procès de l'Internationale. Trente-huit prévenus. Cinq jours de débats. Paul Robin fut condamné à deux mois de prison. Le lendemain de sa condamnation il informait les sections qu'il allait poursuivre la propagande en dépit de la dissolution de l'Internationale, ordonnée par le gouvernement. C'est dans le même

temps qu'il rédige pour le congrès de Mayence un rapport sur *l'Enseignement intégral*. Il dut toutefois se constituer prisonnier le 25 juillet. Incarcéré à Sainte-Pélagie, transféré à Beauvais le 28 août, il fut délivré par la proclamation de la République, le 6 septembre.

Pendant sa détention, sa femme, avec leurs deux enfants, s'était réfugiée chez ses parents, à Bruxelles. Afin de ramener tout son monde à Paris, Paul Robin gagne la Belgique, violant ainsi l'arrêté d'expulsion pris contre lui l'année précédente. Dénoncé, emprisonné quelques jours aux Petits Carmes, il est ramené à la frontière le 18 septembre. Le même jour les Allemands investissent Paris. Sans ressources, isolé, il n'y a pour lui et les siens qu'un seul refuge : sa famille qui est à Brest. C'est là qu'il se rend. Il ne fut donc pas mêlé au mouvement de la Commune.

À Brest toutefois, il reprend, dès son arrivée, sa tâche de militant. Quelques meetings tumultueux où il parla, une émeute, l'envahissement de l'Hôtel de Ville, le firent menacer d'arrestation. Ses parents scandalisés, le prièrent de s'éloigner. Le voilà de nouveau errant. Il cherche asile en Angleterre, arrive à Londres le 8 octobre, après une traversée terrible, ayant en poche deux francs. Les réfugiés l'accueillent chaleureusement. Grâce à leur amitié, grâce à la bienveillance de quelques positivistes anglais, notamment de Stuart Mill, grâce à Karl Marx, il trouva sans délai des leçons et put, tant bien que mal, faire subsister les siens.

Nommé à l'unanimité, sur la proposition de Marx, membre du Conseil général de l'International, il en était expulsé l'année suivante.

Deux opinions se heurtaient alors dans l'Association. Les uns voulaient que les travailleurs tentassent la conquête du pouvoir politique en s'insinuant dans les assemblées parlementaires. Les autres repoussaient ce moyen, prônant l'organisation du prolétariat en dehors de l'État et contre lui. La première tendance était celle du groupe que conduisait Karl Marx. La seconde, celle de l'*Alliance* où dominait Bakounine. La lutte était extrêmement vive entre elles et s'envenimait par des mesquines rivalités, des malentendus, des erreurs. Le conseil général de Londres cherchait à se séparer des sections suisses favorables à Bakounine. Paul Robin fut ainsi conduit à prendre parti contre Karl Marx. Bien qu'il lui eut des obligations, il s'opposa nettement aux manœuvres sans noblesse du grand théoricien, aux intrigues déloyales de quelques-uns de ses disciples, antagonistes haineux de Bakounine. De là son expulsion, qu'il exigea, se refusant à donner une démission attendue, sollicitée même, par ses anciens camarades devenus ses adversaires.

Dans un *Mémoire justificatif* dont le fameux *Mémoire de la fédération jurassienne* donne de longs extraits, il expliqua les péripéties de cette querelle et les commenta sans ménagements. Marx y répondit d'une façon indirecte dans les *Prétendues scissions de l'Internationale*. Visé dans cet opuscule, Paul Robin riposta, par une courte *Note* adressée seulement à quelques amis, et dont fut saisi le Congrès de 1872. Cette note est intéressante en ce qu'elle contient, dans sa conclusion, une manière de prévision de l'organisation syndicaliste.

Dès lors Paul Robin ne joua plus un rôle de premier plan dans l'Internationale, mais se tint en contact avec ses amis de la Fédération jurassienne, toujours prêt, dans sa sphère, à les seconder de toutes ses forces.

Pendant la période dont il vient d'être question, de 1865 à 1872, son attention n'avait cessé de se porter sur les questions d'enseignement, d'éducation. Suivant lui, l'influence des partis avancés si méthodique, si énergique, si puissante qu'elle soit, perd beaucoup de son efficacité sans une action éducative sur l'enfance. En 1869, la *Philosophie positive*, revue dirigée par Littré, avait publié son premier travail sur *l'Enseignement intégral*, complété en 1870 et 1872. Son expulsion de l'Internationale lui laissant des loisirs, il entreprit de réaliser quelques-unes de ses vues de pédagogie pratique, la confection, notamment, d'objets simples pour démonstrations concrètes en sciences exactes et expérimentales, de jeux instructifs pour l'enseignement infantin. Il constitua, entre autres, un musée mathématiques, qui retint l'attention de spécialistes anglais, et dont plusieurs pièces furent déposées au Collège de l'Université de Londres, il établit un plan d'observatoire populaire auquel Sir Norman Lockyer donna sa pleine approbation. Mais il lui fallait aussi, pour faire subsister les siens courir le cachet, se livrer à des compilations, des traductions. Il fut correspondant en Angleterre, de *la Revue scientifique* ; traduisit notamment une des premières études sur la locomotion aérienne, à laquelle il ne croyait pas, au moins sans l'invention d'un moteur léger.

Nommé en 1876 professeur adjoint de français à l'École royale militaire de Woolich, il fut bientôt après professeur adjoint de mathématiques au Collège de l'Université de Londres. Ces situations honorifiques ne l'enchantèrent qu'à demi. Il ne désespérait point d'entreprendre quelque action sociale éducative et poursuivait, en attendant, sa collaboration aux feuilles avancées auxquelles il envoyait correspondances, articles, études, suggestions, etc., entre autres des

éphémérides évoquant les événements de la Commune, où il opposait curieusement aux agitations et cruautés des luttes révolutionnaires, la sérénité et la beauté des phénomènes naturels. Il avait commencé ces éphémérides, dans une pensée pédagogique vers 1865, il les utilisait dans un but social. Précédées de notions scientifiques, elles furent d'abord publiées dans l'*Ami du Peuple* de Liège et réimprimées en 1877 dans le *Bulletin de la Fédération jurassienne*.

Au même temps il faisait paraître sous le pseudonyme de Bripon, une petite brochure, rédigée en 1869, intitulée les *Bases de la Morale humaine* ; il abritait, à son corps défendant, les querelles des groupes icariens d'Amérique, disciples de Cabet, en pleine désagrégation ; il nouait d'amicales relations avec Élie et Élisée Reclus et surtout avec Kropotkine qui descendit chez lui lors de son arrivée à Londres, après son évasion des geôles de Moscou.

Mais, depuis longtemps déjà, il attribuait au principe de population, complètement négligé par ses amis, une importance considérable. L'étude des économistes malthusiens l'affermait dans la conviction que la question démographique a, sur les destinées humaines, une influence immense, que le problème social ressortit à la biologie, que les moyens révolutionnaires deviennent inefficaces s'ils ne tiennent pas compte de la loi démontrée par Malthus. Il s'éloignait ainsi de Marx, de Bakounine, de leurs partisans qui, tous, niaient la grande source biologique, sexuelle, des conflits entre humains, des fléaux sociaux, pour les faire provenir de causes exclusivement politiques. Il avait pris contact avec les leaders malthusiens anglais et participé à l'action entreprise par Annie Besant, Charles Bradlaugh, les frères Drysdale, M^{me} Vickery, etc., action qui provoqua le fameux procès de 1877.

Convaincu donc de la nécessité pour l'émancipation prolétarienne et humaine de la limitation des naissances, il tenta d'amener les socialistes à un mouvement populaire dans ce sens. Il se rend au Congrès de Saint-Imier (1877) avec l'espoir d'obtenir l'adhésion de ses amis du communiste libertaire, de James Guillaume en particulier et de Pierre Kropotkine. Tous deux comme plus tard Élie et Élisée Reclus, manifestèrent une hostilité très vive. Paul Robin se heurtait à une mentalité puritaine tout autant qu'à un entêtement doctrinal.

Les trois amis se séparèrent. Kropotkine devait s'engager à fond dans l'anarchisme, Guillaume se consacrer bourgeoisement aux travaux quasi officiels du *Dictionnaire de pédagogie*, Paul Robin satisfaire à son ardent désir de propager, avec ses méthodes pédagogiques, l'idée et les

moyens néo-malthusiens et eugénistes. Bien que sa situation lui conseillât la prudence, il publia sans délai un court feuilleton de technique anticonceptionnelle, intitulée la Question Sexuelle (1878). Il ne s'y embarrassait pas de doctrine que les prolétaires ne peuvent étudier, mais il en disait assez, pratiquement, pour scandaliser ses amis du camp socialiste à la fois et du camp malthusien. Les premiers lui infligèrent l'épithète avilissante de « malthusien » et les seconds celle non moins déshonorante d' « anarchiste ». Voici le début de ce feuillet : « Ce serait une nécessité, sous un régime parfait, où tout le monde aurait largement le nécessaire, de maintenir le chiffre de la population en rapport avec la quantité de subsistance. À plus forte raison dans notre atroce société où *presque tout est à quelques-uns, presque rien aux autres*, devons-nous éviter soigneusement d'augmenter le nombre des misérables. Avant d'appeler un enfant au monde, il faut autant que possible être assuré *que sans prendre la part des autres il pourra avoir la sienne*. En outre, à notre époque de lutte outrancière pour la vie, n'est-il pas insensé que les vaincus de cette lutte, affaiblis par les privations, créent de pauvres petits qui hériteront de l'épuisement corporel, de la misère physiologique de leurs géniteurs, et qui ne seront, à leur tour, s'ils ont le malheur de ne pas succomber dans la première enfance, que des vaincus héréditaires.

« O vous qu'on appelle *prolétaires* (c'est-à-dire *faiseurs d'enfants*), vous qu'écrase l'excès de travail, vous qui êtes mal logés, mal vêtus, mal nourris, si vous sentez vos maux, si vous aspirez à des biens dont la possession vous permettrait de lutter contre la tyrannie si bien organisée de vos oppresseurs, ne vous encombrez d'un *grand nombre* d'être plus faibles, plus impuissants que vous ! Ne vous encombrez pas d'enfants !... Cette prudence est aussi désirable dans la bataille industrielle quotidienne que pour la lutte violente au jour, très prochain j'espère, de la révolution sociale. »

Suivaient les moyens pratiques, « tolérables et efficaces », de restreindre les naissances. Paul Robin, on le voit, ne rejetait nullement l'action révolutionnaire, il prétendait au contraire la renforcer, la rendre possible, efficiente. Nous reviendrons sur ce point.

Mais, en 1878, un mouvement se produisit en France pour le développement de l'enseignement dit laïque. M. Ferdinand Buisson, chargé de rajeunir et d'adapter au régime républicain l'organisation, les programmes et les cadres de l'enseignement primaire, recrutait des collaborateurs. Par l'intermédiaire de James Guillaume, il offrit à Paul

Robin de prendre part à l'œuvre entreprise. Celui-ci hésita. Il n'avait que peu d'idées conformes à celles que le gouvernement se proposait d'appliquer. Partisan de la liberté de l'enseignement, il ne prisait pas plus l'éducation et l'instruction de l'État que celles des églises. Il leur reprochait à égalité leur virus mystique, métaphysique, la transmission de l'irréel, leurs mensonges historiques, patriotiques, leurs morales surannées, débilitantes, contraires au bonheur humain. Il n'admettait pas l'enseignement de *classe, primaire* imposé aux uns et qui n'est qu'un mélange d'études futiles, de dogmes absurdes, de préceptes pernicioeux où l'on ne laisse transpirer jusqu'au peuple que le peu de vérité qui ne nuira point à l'ambition et à l'intérêt des élites, *secondaire* réservé aux futurs chefs. Le même enseignement devait, suivant lui, être distribué à tous, sous les trois degrés : primaire, moyen, supérieur. Sans langues anciennes, mais avec, à la base, l'étude des réalités. Il trouvait « burlesque » la création de l'enseignement « primaire supérieur » qui, uni à l'enseignement secondaire, doit former, suivant lui, *l'enseignement moyen*. Au reste les carrières hiérarchiques réglées d'avance lui faisait horreur. Son tempérament n'était point celui d'un fonctionnaire. D'autre part il avait des charges. Trois enfants ! Mais ses amis lui affirmaient qu'une grande liberté serait consentie aux hommes d'initiative. Tout bien pesé, il accepta. On lui confia diverses missions pédagogiques et administratives, il collabora au *Dictionnaire de pédagogie*, fut proposé pour une direction d'école professionnelle à Chambéry, puis pour celle d'une école normale. Ces dernières situations, malheureusement, étaient incompatibles avec certaines tares dont il s'adornait. Il était marié civilement, et ses trois enfants n'étaient pas baptisés.

Il fut nommé inspecteur de l'enseignement primaire à Blois, en 1879. La paperasserie administrative le submergea, l'excéda. Son séjour à Blois ne dura qu'un an. Ce fut assez pour qu'il laissa trace de son passage. Les programmes étaient mesquins, les règlements désuets, le poste surchargé. N'importe ! avec sa coutumière ardeur il se mit à la besogne, multiplia les conférences, encouragea ses subordonnés aux initiatives pédagogiques les plus hardies. En janvier 1880, les instituteurs reçurent une circulaire où il était question, chose inouïe pour l'époque, ni de religion, ni même de la morale « laïque », point d'avantage d'enseignement civique et patriotique. En revanche la nécessité d'un enseignement concret, vivant, l'importance, l'utilité du dessin, du travail manuel, de la musique, du musée scolaire, de la gymnastique, de l'hygiène, y étaient inscrites, de même que des

suggestions très nouvelles comme celle de l'établissement de petits observatoires météorologiques, et même astronomiques, d'une organisation anthropométrique attribuant à chaque enfant une fiche physiologique, médicale de développement physique et mental. Afin d'éveiller la curiosité des élèves, et autant que lui permirent quelques libertés privées, il pourvut même certaines écoles d'instruments de mesure. Il recommandait les promenades et excursions, les recherches botaniques, géologiques, archéologiques, les visites d'ateliers, d'usines, etc... Il demandait aux instituteurs et institutrices de s'intéresser aux travaux de découvertes scientifiques.

En mai 1880, il organise à Blois une fête scolaire, la première peut-être en son genre. Six cents élèves y prirent part, six mille personnes y assistèrent. Des chants, des jeux, des évolutions en plein air. Et une distribution de prix, — bien qu'il fut hostile aux récompenses — non pas de livres, mais d'objets utiles ou capables d'intéresser les enfants : thermomètres, coupe-verres, boîtes à herborisation, nécessaires de dessin, marteaux de géologue, etc...

Enfin le 17 septembre 1880, fut fondé par lui le premier cercle pédagogique de France. Sur un de ses agendas on lit, à la date du 25 septembre : « Constitution définitive du *Cercle pédagogique* : 52 inscrits, reçu 65 francs. En avant ! » Tel était son enthousiasme.

Dans le local affecté à ce cercle, une exposition permanente fut installée d'objets, donnés ou prêtés, intéressant l'enseignement. C'était à ses yeux un lieu d'échange d'appareils, de spécimens naturels ou industriels convenant aux musées de toutes les écoles de sa circonscription. Au début, le plus grand nombre de ces objets lui appartenaient. Avec l'accroissement rapide des collections, le cercle, installé d'abord dans une salle de l'école de la place Louis XII, à Blois, fut transféré au château.

Les autorités cependant peu enclines aux nouveautés, toléraient seulement ses originalités, ses audaces. Lorsqu'il eut la velléité de mêler fillettes et garçons, dans les écoles rurales, où s'effritaient les barrières qui, par sexe, séparaient les élèves, lorsqu'il s'opposa, dans les écoles cléricales, à une différence de traitement entre élèves payants et non payants, lorsqu'il prétendit faire ses tournées d'inspecteur juché sur une bicyclette, il scandalisa. L'hostilité administrative s'affirma autour de lui.

Dans une lettre à son habituel confident, M. Mascart, après avoir exposé l'incroyable travail d'écritures auquel il devait se livrer, il dit :

« ...et le jour où une paperasse quelconque destinée à aller moisir dans un carton est en retard, je reçois un poil qu'un palefrenier ne tolérerait pas. »

Il ne supportait pas les « poils ». Il chercha autre chose. La dernière notice individuelle qu'il eut à remplir marque son désir d'obtenir la « direction d'une école d'enseignement intégral » (sic). On lui offrait la première place vacante à la tête d'une école primaire supérieure de Paris, lorsque la possibilité d'une application au moins partielle de ses idées pédagogiques se présenta.

En 1856, stage de répétition aux lycées de Rennes et de Brest. La pédagogie officielle le rebute et l'indigne. Il s'élève, dans les cahiers où il note ses impressions, ses idées et ses espoirs, contre le mensonge, les iniquités scolaires et sociales, contre le servage des travailleurs. « Qu'ai-je donc fait pour être mieux traité qu'un prolétaire, pour être admis à la connaissance, aux sciences, aux arts ? Ne méritent-ils pas, écrit-il, autant que moi, tous ses travailleurs, d'être conviés aux joies intellectuelles, à la jouissance des biens que leur labeur accumule ? la voilà en plein rêve humanitaire, en pleine utopie pédagogique, affrontant des questions qui absorberont sa vie, esquissant des vues originales sur une éducation qui permettrait « le libre développement des esprits et des cœurs », exposant des vues très neuves pour l'époque, sur le féminisme et la question sexuelle. Tout cela empreint de quelque mysticisme, pénétré encore de ferveur religieuse, laissant poindre déjà le militant social, l'apôtre : « Le devoir sacré, le premier de tous, dit-il, est de travailler sans relâche au perfectionnement des hommes, à l'anéantissement des misères qui les écrasent. »

Ne songerait-il pas à se faire prêtre, pasteur, missionnaire !... Inquiétude généreuse, élan apostolique qui n'étaient pas sans troubler la sérénité indispensable à la préparation d'un concours difficile.

Il est reçu cependant à l'École Normale en 1858. Il s'y montre très indépendant, enclin à briser le cadre étroit des études officielles, quelque peu fantaisiste même dans son labeur.

Sa « turne » est souvent abandonnée pour le laboratoire, pour l'atelier, où, chaque jour, il entreprend une besogne nouvelle, où, par exemple, il répare habilement appareil scientifique accroché et mis à mal par la lévite académique de Désiré Nisard, où il relève victorieusement le défi, à lui jeté par ses camarades de confectionner en quelques heures un sphéromètre. Il dessine, s'adonne à la musique, n'assiste qu'en maugréant aux « bavardages », aux « potins littéraires » de Sainte-

Beuve, obligatoire pour les scientifiques, se perd en discussion avec ses camarades de la section des lettres, avec le froid et rigide spiritualiste Ollé Lapruné, entre autres, et le bon et sincère Huvelin. C'est l'irrégulier par excellence, presque rebelle, au point de contrister Pasteur, alors surveillant général, dont il supportait avec quelque impatience la « tyrannie ».

Noté remarquablement par Henri Sainte-Claire Deville et Delesse, il l'est moins bien par leurs collègues. Il convient d'ailleurs qu'il reste en délicatesse avec les programme et l'emploi du temps : « Je ne travaille pas assez les mathématiques avoue-t-il, et je perdrai bientôt l'avance que j'ai en chimie et en botanique ». Tout en flânant il rêve, cherche et réfléchit. Sa ferveur religieuse, dès longtemps atteinte par l'étude des sciences, avait faibli. Elle finit par s'éteindre ? Bientôt il rejette toutes lisières et se déclare, encore que ce fut à cette époque hasardeux, dangereux même, darwiniste et positiviste. Pour lui maintenant, la diffusion des réalités s'impose. Il s'ingénie à trouver des procédés capables de communiquer rapidement la science, de populariser la technique et les arts. On le voit entreprendre, à l'atelier de l'école, en vue de répandre parmi la masse les « joies scientifiques », la fabrication d'appareils simples et peu coûteux. Il admire un de ses maîtres, Émile Chevé, dont la méthode, en simplifiant la théorie et l'écriture musicale, lui semble un moyen de charmer et de relever le peuple qui manque de loisirs pour l'étude ordinairement si longue et si difficile de la musique.

Admis aux licences ès sciences mathématiques et physiques, il fut admissible à l'agrégation. Une grave laryngite l'empêcha de subir les épreuves orales. Sa note de sortie indique un « esprit original dans la bonne acceptation du mot ». Elle fait ressortir son goût pour le dessin, sa remarquable habileté expérimentale, son adresse manuelle : « il est capable de construire, comme en se jouant tous les appareils de démonstration dont il aura besoin dans ses leçons. » Elle marque son ardeur.

Nommé en 1861, professeur au lycée de Napoléon-Vendée, il se voue à sa tâche bien au-delà des exigences officielles, avec un élan joyeux, organise pour ses élèves et les jeunes gens de la ville des promenades botaniques, des visites chez les artisans au travail, des excursions, des cours de technologie, d'astronomie, de musique. Mais l'enseignement était alors réglé par des programmes impératifs très rigides. Pour les maîtres comme pour les élèves la discipline était fort étroite. Au gré de ses chefs Paul Robin s'aventurait, et des difficultés

surgirent, qu'avivèrent l'humeur combative, le caractère entier et frondeur du jeune professeur. On le nomma pourtant, par avancement, au lycée de Brest, ville où résidait sa famille. Il put, là encore, satisfaire à ses goûts d'artisan universel, fréquenta les ateliers de l'arsenal, dont l'entrée est libre pour lui, et l'hôpital maritime où, par faveur, il est admis à suivre les travaux des médecins et chirurgiens.

Cependant son ardeur pour les œuvres extra-scolaires, ses tentatives d'instruction scientifiques renouvelées à Brest, le conduisent à de nouvelles querelles avec l'administration universitaire. Ses initiatives, son entrain, son zèle de vulgarisateur n'étaient pas d'un fonctionnaire pondéré. On lui fit grief de se servir, pour annoncer ses cours populaires, de journaux hostiles au régime impérial. Il est vrai qu'il ne dissimulait pas sa vive sympathie pour l'action socialiste. Son enseignement d'ailleurs trahissait ses convictions. Des déclarations plus que républicaines, des actes de franche hostilité à l'Empire rendirent sa situation pénible dans sa famille, intolérable auprès de ses chefs. À la vie insupportable d'universitaire parqué, il préféra celle de rebelle et de chevalier errant. Il songeait à s'expatrier, à gagner « un pays où l'on n'est pas étouffé par la tradition ». « J'espère, disait-il à son camarade Vintéjoux, pouvoir y réaliser librement mes idées pédagogiques, y mettre en œuvre l'enseignement populaire des réalités scientifiques, tels que je le conçois. » Le Japon, entre autres, et la Nouvelle-Zélande l'attiraient. Il n'alla pas si loin, au moins tout de suite.

CEMPUIS (1880-1894) ÉDUCATION PHYSIQUE

En août 1880, après un long procès, le département de la Seine entra en possession d'un legs à lui laissé par un ancien négociant. La totalité de la fortune, assez modeste, devait être affectée « à l'entretien du plus grand nombre possible d'enfants des deux sexes » dans un établissement sis à Cempuis, petit village de l'Oise.

« Des deux sexes » ! Par ces mots le donateur spécifiait-il que la coéducation serait la marque de l'institution ? Je ne le pense pas. À sa mort, en 1875, la « Maison de retraite » qu'il avait fondée abritait bien, outre quelques vieillards, des enfants des deux sexes, pupilles de la Société de l'Orphelinat de la Seine, mais dans des locaux séparés. Je suis arrivé comme pensionnaire à Cempuis en 1877, trois ans avant Paul Robin. Sous plusieurs directions provisoires, sans la moindre originalité

pédagogique, pendant l'intérim notamment, qui dura quelques mois, de Mme Buisson, mère de M. Ferdinand Buisson, je n'ai pas connu trace de coéducation. Filles et garçons ne prenaient ensemble ni leurs repas ni leurs récréations. Les réfectoires étaient distincts, la cour des garçons était séparée de celle des filles par la « cour des grandes personnes ». Nos promenades se faisaient à part. Le catéchisme, que nous suivions assidûment, ne nous réunissait même pas, et le dimanche nous écoutions la messe dans la petite chapelle, garçons d'un côté de l'allée centrale et filles de l'autre. Sauf pendant une très courte période, en 1877, nos exercices scolaires, qui comprenaient l'étude de l'histoire sainte, la lecture manuscrite, un rudiment en grande partie fourni par les manuels catéchistiques, de l'abbé Gaultier, avaient lieu dans des salles différentes.

À défaut donc de documents indiscutables précisant sur ce point la pensée claire et la volonté de M. Prévost, je me permets d'avancer que la coéducation (qui fut une partie seulement de l'expérience poursuivie à Cempuis) n'a pu être tentée que par une interprétation un peu libre du testament, interprétation se conformant au désir de Paul Robin. Il est indiscutable en tout cas que sans ce 1907 dernier, Cempuis demeurerait, au point de vue coéducatif comme à tous les autres, une œuvre philanthropique de tout repos, sans aucun intérêt particulier pour les pédagogues et les sociologues.

Quoi qu'il en soit, sur l'invitation de son ami Aristide Rey, devenu conseiller municipal de Paris et rapporteur du legs Prévost, et de M. Ferdinand Buisson, exécuteur testamentaire, Paul Robin visita la propriété en octobre 1880. Il exposa dans un rapport ses vues, ses projets. Le 11 décembre, un arrêté préfectoral le nomma directeur. Etant donné ses titres, c'était une situation des plus humbles. A M. Carriot, Directeur de l'enseignement primaire de la Seine, qui le lui faisait remarquer, il répondit : « Qu'on m'accorde en liberté, ce qui manque en majesté ». Et il s'exila dans ce petit village avec une joie mêlée d'un peu d'inquiétude. Il allait penser-il soutenir une gageure, échouer peut-être par excès d'opportunisme ou de témérité ! S'il durait, ce ne serait que par un compromis entre ses idées et les vues officielles. En outre il ne se trouvait pas assez jeune : « J'ai pris Cempuis quinze ans trop tard », m'a-t-il dit souvent. Il pressentait enfin, quant au recrutement du personnel surtout, des difficultés. Nombre d'obstacles administratifs et politiques devaient, en effet, se dresser bientôt sur sa route.

On lui accorda pourtant qu'au point de vue pédagogique il ne dépendrait ni des bureaux, ni des autorités universitaires. Son chef direct était le Préfet de la Seine. La commission nommée pour administrer Cempuis, dont firent partie, sur sa prière, ses amis Mascart, membre de l'Institut, et Aristide Rey, n'était point une commission de « surveillance ». Sauf approbation préfectorale, l'initiative pédagogique lui appartenait tout entière. Dans l'application, bien des frottements se produisirent.

C'est en novembre 1880 que Paul Robin prit contact avec ses pensionnaires éventuels. Je garde le souvenir de sa visite. Le froid était vif. Pour attendre notre futur directeur, nous étions groupés dans notre pauvre cour tout étroite, enclose par des murs de briques et des portes de fer, pleines, et soigneusement verrouillées. Bientôt, accompagné du régent provisoire, un homme à l'allure vive s'avança vers nous. Il souriait à nos jeunes têtes. De taille moyenne, plutôt trapu, se dos légèrement voûté, il avait ses yeux gris-bleu très vifs, une barbe presque fauve et de longs cheveux châtain clair qui bouffaient en boucles sous un feutre à larges bords. Point d'allocution pontifiante. Un bonjour cordial. Et comme nous avions froid, son premier soin fut de nous entraîner à courir, sauter, battre sa semelle. Quand nous fûmes à l'abri, réchauffés, à notre aise déjà et presque familiers, il nous pria de chanter un air de notre répertoire. Nous n'en avons d'autres que celui des rues parisiennes, et, après sa défaite, nous mangions du « prusco », comme aujourd'hui, après sa victoire, on dévore du « boche ». Nous entonnâmes un chant de haine « Mort aux Prussiens, c'est se cri de sa France... » Il brisa notre élan : « Mes enfants, je reviendrai sans doute, et nous apprendrons de jolis airs sur des paroles aimables. » Il revint en effet, se fixa à Cempuis le 20 décembre 1880. Nous sûmes peu à peu la Goutte d'eau, Qui m'aime me suive, de Lachambaudie ; des couplets choisis de l'Orage, de la Sainte-Alliance des Peuples, de Béranger; l'Hymne à la Paix, etc..., beaucoup d'autres, dont le nombre s'accrut, et parmi lesquelles il en était, il faut s'avouer, de franchement révolutionnaires comme le Chant des ouvriers, le Droit des travailleurs de Keller, le Chant du Pain, de Pierre Dupont, etc...

Ses enfants furent bientôt parmi nous, vêtus comme nous de l'uniforme des orphelins, élevés comme nous. En mai 1899, en rade de Wellington (Nouvelle-Zélande) au moment de revenir en France. Revoyant son existence, il écrit cette note mélancolique : « ...J'ai fait beaucoup de ce que je voulais faire pour mes élèves avec des ressources très limitées et parmi des difficultés inouïes. Pour mes enfants, j'ai fait

moins que ce que j'aurais pu et dû faire ». Et je crois bien que ses enfants sont de cet avis et qu'ils se considèrent comme sacrifiés à ses « chimères ». Mme Robin devint notre maman attentive. Sans émarger jamais au budget, elle fut, durant des années, la collaboratrice zélée et bienveillante de son compagnon, veillant aux menus détails de notre hygiène, à sa propreté minutieuse de notre corps. Tous deux nous traitèrent comme leurs enfants. Ils étaient parmi nous chaque jour, à toute heure, prenant part à nos exercices, à nos travaux, plaisir à nos jeux, entrant même dans nos rondes, chantant avec nous, vivant notre vie, recevant chez eux, tout à tour, chaque dimanche, quelques-uns d'entre nous qu'ils conviaient à leurs repas.

Quel changement ! Nous avions eu, il est vrai, un court moment, ses attentions, et surtout ses intentions, maternelles sans doute, mais lointaines et rares de Mme Buisson mère, déjà bien âgée et qui, par à coups, relevait notre vie triste de bambins délaissés, et parfois brutalisés. Mais c'était si peu de chose vraiment, que tout semblait maintenant s'embellir, s'illuminer. Nous n'étions plus de sa chair à pitié ou à mépris. Finie sa bonté distante et condescendante ! Nous nous sentions soignés, aimés, choyés. L'excellent abbé Busard, qui nous inoculait en souriant le virus catholique, dut abandonner sa place. Non sans grincer des dents, car il était combatif. Sa chapelle fut désaffectée, transformée en atelier, rasée plus tard pour des agrandissements.

Les fillettes, venues de l'autre partie de sa maison, se mêlèrent à nous. Les murs de séparation des trois cours furent abattus et dès lors nous eûmes accès, librement, dans toute la propriété, ferme, bois et jardins. Comme nous étions peu nombreux, il suffisait que nous indiquions sur un tableau ad hoc, l'endroit où l'on devait nous trouver. Sauf à répondre aux appels de l'emploi du temps, nous allions, cheveux au vent, où il nous plaisait d'aller.

Et bientôt arrivèrent des chargements d'objets que nous regardions extasiés, machines fantastiques, appareils imposants ou étranges, collections de toute sorte, d'animaux, de plantes, de fossiles, de pierres multiformes et multicolores, d'objets bizarres, mystérieux, de verreries tourmentées, tout un musée enfin, tout un laboratoire. Toute une bibliothèque aussi. Jamais nos yeux d'enfants, d'orphelins ! n'avaient vu autant de livres. Et des outils ! pour toutes les professions. C'était ses collections, ses appareils, c'était ses livres et ses outils. Tout cela fut nôtre. À tel point que quand Paul Robin quitta Cempuis, « chassé » par l'ineffable M. Georges Leygues, on éprouva quelque difficulté à lui

restituer ce qui lui appartenait. Avec quelle joie et quelle ardeur, nous nous mîmes à ranger, classer, installer. On utilisa tout de suite, et au mieux, des locaux infects. Les livres et les collections trouvèrent abri dans d'étroites cellules, autrefois occupées par des vieillards. Dans un grenier prirent lace les casses d'imprimerie qui avaient servi à Paul Robin au temps de l'internationale. Dans une ancienne étable, la reliure et le cartonnage, dans un sous-sol la forge, dans une garenne le bureau. Et tout à l'avenant ! À quinze jours de cette révolution « bénie », notre vie terne d'orphelins pitoyables, était devenue active et utile, vivante et heureuse. Notre morne et minable maison, « taudis horrible de dégradation et de saleté » (déposition de Paul Robin à la Commission d'enquête ordonnée en 1894 par le Conseil général de la Seine), était transformée en la ruche joyeuse qu'elle ne cessa d'être quatorze années durant.

Quel était le but de Paul Robin, que voulait-il ?

Avec le souci principal et constant de sauvegarder les personnalités enfantines, il entendait instaurer un milieu qui favoriserait le développement harmonique de leurs facultés physiques, intellectuelles, artistiques, affectives, morales. Son ambition était de former des cœurs indulgents, simples, fraternels, humains, des cerveaux ouverts, dénués de préjugés, éloignés du fanatisme, prêts à la recherche, à l'examen. Par un enseignement vivant, exerçant sans dogmatisme, le cœur, l'esprit, la main, par un élevage viril sans contrainte, il voulait former des hommes et des femmes d'énergie, d'initiative, originaux si possible, entreprenants, non pas des éléments dociles d'un certain régime politique et social, non pas des disciples, mais des indépendants de conscience ferme et droite, penseurs et travailleurs, intelligents et actifs, et moins des individus chargés de connaissances que des humains à l'esprit clair et généreux.

Il espérait réaliser cet ambitieux dessein en éliminant de l'éducation toute conception métaphysique, tout principe surnaturel, toute idée religieuse, en lui donnant comme base l'expérience et la raison, les faits, les choses, la vie, le réel. Les objets de la foi, les questions d'opinion, ne peuvent être des matières d'enseignement enfantin. La vérité d'abord, la moralité et la beauté viendront par surcroît. Multiplier pour les élèves les occasions d'observer et d'agir, de vouloir et d'aimer, s'efforcer de créer pour eux une ambiance de saine activité, de liberté joyeuse, telle était suivant lui la tâche à accomplir.

À ceux qui lui confièrent Cempuis il demanda de bien vouloir procéder à une sorte de sélection parmi les orphelins et les orphelines du prolétariat de la Seine. Selon son vœu, qui ne fut exaucé que de très loin, l'établissement devait recevoir « des enfants sains, robustes, bien doués, d'atavisme supérieur ». Il priait qu'on les lui confiât aussi jeunes que possible.

Paul Robin prévoyait d'ailleurs, tôt ou tard, l'échec. On lui avait sans doute octroyé quelque liberté, mais tant de discordances environnaient l'expérience, qu'elle lui semblait peu durable. Les Conseillers généraux de la Seine, dispensateurs des crédits, dont quelques-uns avaient une réelle sympathie pour l'homme, sinon pour toutes ses idées, n'en considéraient pas moins Cempuis comme une œuvre charitable dont la gratuité était de nature à satisfaire leurs électeurs. Quant à l'administration, elle conserva la banale conception d'assistance, de soulagement aux familles nombreuses. Jamais elle ne prit la tentative tout à fait au sérieux. Souvent même elle se montra hostile, surtout dans les dernières années, sous l'impulsion tatillonne d'un directeur des affaires départementales d'esprit autoritaire et mesquin, et ce n'est qu'exceptionnellement qu'elle s'entremet d'une manière efficace pour aplanir d'inévitables difficultés. Ajoutons que Cempuis se trouvait en pleine région cléricale, bonapartiste, que les sentiments religieux et chauvins de la population, exacerbés par la guerre de 1870, cadraient mal avec les opinions de l'ancien membre de l'Internationale.

Du jour de son arrivée à celui de sa révocation, Paul Robin dépensa, pour se maintenir, une énergie peu commune. Parmi de perpétuelles complications matérielles, morales, politiques, il prodigua sans compter des talents incontestables, une activité inlassable, son enthousiasme et tout son cœur. Il n'y avait rien à Cempuis. Il fit tout. Que de choses sont devenues banales qui parurent étranges, et même scandaleuses, lorsqu'elles s'y réalisaient il y a cinquante ans ! Combien d'autres sont devenues et deviendront vulgaires qui s'y accomplirent et offusquèrent les contemporains ! Il n'appliqua pourtant pas, bien loin de là, toutes ses idées. Il dut composer, transiger. Mais s'il fut par certains côtés opportuniste, politique même, malgré qu'il en eût, ce fut pour tendre à l'extrême vers son but, Aussi ne s'étonnera-t-on pas si, à côté de ce qu'il voulait, je marque souvent la restriction imposée par l'atmosphère politique et sociale, les circonstances, le désir de durer.

Et d'abord, je ne crois pas qu'il soit possible de porter plus loin que l'a fait Paul Robin le souci de la santé de ses élèves. Ce fut toujours pour

lui un regret de n'avoir pas les belles et vastes installations qu'il rêvait, que possèdent aujourd'hui quelques grands établissements scolaires privilégiés. Il dut utiliser de vieux bâtiments construits pour des fins tout autres que pédagogiques. Une grande vigilance, une sollicitude inquiète et tendre, une ingéniosité sans cesse en éveil, suppléaient à l'extravagante mesquinerie des locaux, à leur insanité et à la médiocrité des ressources.

L'emploi du temps s'adaptait aux âges, bien entendu, et laissait place aux éventualités saisonnières, atmosphériques. Les élèves de l'âge moyen, dix à douze ans, employaient ainsi leur journée : sommeil, 9 heures ; soins personnels, propreté, repas, récréation, culture physique, 3 heures ; travaux scolaires, 4 heures ; travaux collectifs d'entretien de la maison, locaux, vêtements, etc., 2 heures ; travaux d'atelier, jardins, champs, 3 heures ; occupations facultatives, 3 heures.

Vie le plus possible au grand air. Les classes, quand le temps est beau, ont lieu dehors. Un attirail léger, transportable, le permettait. La classe en plein air a été réalisée en Cempuis, vingt-cinq ans avant que la pédagogie officielle y ait songé.

Je ne m'attarderai pas aux minuties d'hygiène, auxquelles s'attachait Paul Robin, et qui sont aujourd'hui encore, très négligées par nombre d'éducateurs et de parents. J'ai insisté là-dessus dans un ouvrage qui daté de trente ans « Cempuis, coéducation des sexes et, éducation Intégrale » (1900). Il me suffira de dire que le fondateur de Cempuis regardait comme ayant autant de valeur que l'acquisition de connaissances intellectuelles, réputées plus nobles et plus indispensables, celle du besoin d'ordre individuel, de bien-être organique personnel. Rien de moral comme la propreté physique ! Les entretiens de Paul Robin avec ses collaborateurs et ses grands élèves insistaient sur des prescriptions pratiques, détaillées, tenant en haleine la vigilance de chacun pour tout ce qui concernait les santés enfantines.

Chaque grand ou grande avait à veiller sur la toilette, la tenue, la conduite physique et morale d'un plus petit, ou d'une plus petite et à signaler les inconvénients dont pouvait être atteint ou atteinte leur jeune camarade. C'était l'organisation des « petits papas » et « petites mamans ». Dénominations naïves, trop naïves pour que la sottise, aisément, ne les ait pas ridiculisées.

Le vêtement très simple, ample, léger, suffisamment confortable, ne fut point toujours joli, avouons-le, ni impeccablement taillé. Têtes nues en toutes saisons. Hors l'établissement un béret léger, flottant, cheveux

ras pour les garçons. La caricature a représenté les filles de Cempuis cheveux courts, et même, avant l'heure, coiffées « à la garçonne ». En réalité elles portaient les cheveux longs, et c'était, selon moi, un tort.

Nourriture simple, rustique, variée, plutôt végétarienne, avec quelques originalités, comme l'introduction de l'usage, inconnu en France du gruau d'avoine ou de l'avoine aplatie. Pas de vin, jamais d'alcool. De l'eau parfumée au « sirop de Calabre » ou du cidre étendu. Au réfectoire, à chaque table, grands et grandes surveillaient petits et petites, étaient eux-mêmes surveillés par les adultes.

Paul Robin institua tout de suite l'usage régulier et fréquent des bains, alors peu connus dans les internats. Il procéda à l'installation d'une salle pour les ablutions générales et, dès 1881, les élèves creusèrent, et maçonnèrent en partie, une piscine ouverte où avaient lieu, au temps chaud, deux ou trois fois par semaine, les bains en commun. Ces bains provoquèrent, lors de « l'affaire de Cempuis », une indignation délirante et d'ailleurs toute de commande. Car le spectacle était fort aimable et d'ailleurs public. Les ébats, dans l'eau, de garçonnets et fillettes, d'adolescents sains et gais, n'ont rien qui puissent bousculer l'esthétique, ni l'éthique. Mais ce qui est correct au bord de la mer, dans la vague, devenait inconvenant dans le bassin de Cempuis. Peut-être parce que c'était de l'eau-douce ! Et les commentaires érotiques de journalistes paillards transformèrent ces bains innocents en bacchanales.

Est-il nécessaire de dire que Paul Robin n'alla point jusqu'à appliquer là, c'est-à-dire aux bains, ses idées sur le nudisme ? Les garçons étaient au moins aussi vêtus que le Christ dans les églises. Quant aux filles, d'amples costumes dissimulaient leur corps à faire pitié. Elles n'avaient en rien l'allure des jeunes filles qui, de nos jours, sur les plages à la mode, ou aux bains mixtes des piscines officielles, exhibent leur corps avec un laisser-aller charmant ou une fière ostentation. La naïveté cempuisienne scandalisait, il y a près d'un demi-siècle !... Mais l'important est qu'aucun élève ne quitta Cempuis sans savoir nager.

Pour éviter les déformations de la colonne vertébrale et les troubles oculaires, l'écriture droite, papier droit, corps droit étaient recommandés dans les classes. La tenue bras croisés était interdite.

Récréations prolongées dans la cour, au bois, au parc. Beaucoup de jeux intérieurs, d'où étaient bannis soldats et poupées, ou extérieurs, ballons, patins à roulettes et à glace, échasses, boules et cylindres d'équilibristes, bi, tri, quadricycles et plus tard bicyclettes. Le cyclisme

fut pratiqué à Cempuis dès 1881, avant l'invention de la bicyclette, à une époque où les « fous » seuls pouvaient croire à son développement. Nous avions alors l'hostilité générale, celle surtout des paysans dont les chevaux s'effrayaient au passage de nos lourdes machines. Les grands élèves reçurent des leçons d'équitation. Plusieurs devinrent d'excellents cavaliers.

À cette gymnastique libre s'ajoutait la gymnastique réglée et la danse des figures. Filles et garçons évoluaient ensemble. Et c'était charmant de voir manœuvrer tout ce petit monde, les chevelures nouées de rubans et les robes courtes parmi les têtes tondues et les blouses à ceinture. Leçons de boxe sans combat et de canne pour les garçons, exercices considérés à tort ou à raison, comme trop violents pour les filles. Gymnase couvert très pourvu d'agrès. Dès l'âge de 10 à 12 ans les garçons maniaient, à l'occasion, carabines, fusils, revolvers, fleurets. Paul Robin abhorrait la guerre, détestait la chasse. Il justifiait cependant, timidement il est vrai, le tir comme exercice d'adresse récréatif et, en certaines circonstances, utile. Il faut être prêt à se défendre contre les animaux... ou les hommes.

Aucune idée de sport, ni de championnat dans tout cela. Simplement il y avait émulation dans la culture physique, assaut d'adresse et d'agilité, de force et d'endurance. Les promenades et excursions étaient en grand honneur. Outre l'habituelle sortie du dimanche, par les beaux temps, en toute saison, dans la semaine, des excursions étaient organisées qui parfois duraient plusieurs jours. Les plus grands élèves, graduellement entraînés, prenaient seuls part à ces dernières Paul Robin eût voulu que les petits élèves pussent accompagner leurs « grands frères », comme il disait, dans les longues excursions. Le 5 novembre 1882 il demande au préfet l'autorisation d'acquiescer à bon compte, et il en indique le prix « un omnibus pouvant contenir 36 enfants... Une telle voiture serait très utile pour permettre aux plus jeunes enfants de prendre part aux excursions de la belle saison. » Le plus souvent, été comme hiver, on partait de très bonne heure, sac au dos. Un fourgon suivait, portant les vivres. On s'arrêtait l'été, pour le repas de midi, sous les ombrages d'une route ou d'un bois, dans une prairie, près d'un ruisseau. L'hiver on trouvait abri dans des auberges prévues au passage de la troupe. Chants de marche, musique, incidents, trouvailles, spectacles naturels, faisaient oublier la longueur des étapes. Quand l'excursion durait plusieurs jours, la générosité des particuliers, la bienveillance des communes et celle de l'État étaient mises à contribution pour le